A U D I E N C E P U B L I Q U E D U V E N D R E D I ,
10 J A N V I E R 1 9 9 2

Le tribunal du travail de et à Luxembourg (section: OUVRIERS) a rendu le jugement qui suit:

dans la cause e n t r e :

S.) , ouvrière, demeurant à (...)

D E M A N D E R E S S E, comparant par Maître Paule MERSCH, avocat, demeurant à LUXEMBOURG

ET

la société à responsabilité limitée ^{Sec.1.)}
établie et ayant son siège à (...)

D E F E N D E R E S S E, comparant par Maître Vic KRECKE, avocat-avoué, demeurant à LUXEMBOURG

P R E S E N T S :

- Ria LUTZ, juge de paix de et à LUXEMBOURG, siégeant comme présidente du tribunal du travail de et à LUXEMBOURG;

- René PECKELS, assesseur - employeur;
- Roger KAUFFMANN, assesseur - ouvrier;

les deux derniers dûment assermentés;

- Michèle GIULIANI, greffière.

F A I T S

Les faits et rétroactes de la présente affaire résultent à suffisance de droit des qualités, considérants et motifs d'un jugement rendu par ce tribunal du travail en date du 08 février 1991, inscrit au répertoire fiscal sous le numéro 640/91, dont le dispositif est conçu comme suit:

"P A R C E S M O T I F S:

Le tribunal du travail de et à Luxembourg (section: OUVRIERS), statuant contradictoirement et en premier ressort;

r e ç o i t la demande en la forme;

avant tout autre progrès en cause a d m e t la requérante à prouver par témoins les faits suivants:

"que le 30.07.1990, la belle-soeur de la partie demanderesse, la dame X.) téléphona au chef de service de la requérante, le sieur B.) pour excuser son absence prolongée et l'informer que celle-ci avait des problèmes de drogues et qu'elle devrait suivre une cure de désintoxication;

que le sieur B.) affirma qu'il n'y avait pas de problèmes et qu'on reprendrait la requérante chez S.C.A.)

que la requérante reprit son travail normalement le 16.08.1990; qu'elle apprit alors à son chef de service qu'elle avait été en prison avant sa cure du 27.07.1990 au 02.08.1990; que celui-ci la rassura en affirmant qu'il n'y avait pas de problèmes, étant donné qu'elle s'était excusée;

que la requérante a par la suite travaillé pendant quatre jours;

que le 22.08.1990 vers 10.30 heures du matin, le sieur B.) informa la requérante de ce qu'elle était licenciée avec effet immédiat pour absences injustifiées et qu'elle pouvait aller chercher ses affaires;

qu'une remplaçante prit immédiatement sa place.";

d i t que dans le cadre de l'enquête les témoins suivants seront entendus:

1) B.) , demeurant à (...)

2) X.)ⁱ , demeurant à L- (...)

f i x e

1) l'enquête au mercredi, 15 mai 1991 à 09.00 heures du matin

et

2) la contre-enquête au mercredi, 12 juin 1991 à 09.00 heures du matin,

chaque fois devant le tribunal du travail, respectivement devant sa Présidente, siégeant à LUXEMBOURG, 19, rue du Nord, arrière-bâtiment au fond de la cour intérieure, 2ième étage, salle no 1;

d i t que la partie défenderesse pourra verser la liste des témoins dont elle sollicite l'audition lors de la contre-enquête jusqu'au vendredi, 24 mai 1991 au plus tard;

f i x e la continuation des débats à l'audience publique du vendredi, 21 juin 1991 à 09.00 heures du matin, salle 14;

r é s e r v e les dépens.

En exécution du prédit jugement, il fut procédé en date du 15 mai 1991 à l'enquête dont le résultat est consigné au procès-verbal respectif, inscrit au répertoire fiscal sous le numéro 1753/91. Le 12 juin 1991 il fut procédé à la contre-enquête dont le résultat est consigné au procès-verbal respectif.

L'affaire fut utilement retenue à l'audience publique du vendredi, 06 décembre 1991, audience à laquelle l'affaire fut fixée pour la continuation des débats ultérieurs. Lors de cette audience, les mandataires des parties (Me Paule MERSCH et Me Vic KRECKE) résumèrent le résultat de l'enquête et de la contre-enquête et prirent les conclusions reprises dans les considérants du présent jugement.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, audience à laquelle le prononcé avait été fixé, le
j u g e m e n t qui suit:

Revu le jugement avant dire droit rendu contradictoirement en cause par ce tribunal du travail (section: ouvriers) en date du 08 février 1991;

Vu le résultat de l'enquête du 15.05.1991, respectivement de la contre-enquête du 12 juin 1991 qui ont été ordonnées par le prédit jugement;

Attendu que le tribunal avait, dans une première phase, admis S.) à prouver par témoins la version des faits par elle avancée, à savoir son licenciement oral en date du 22.08.1990 par son supérieur hiérarchique B.) ;

Il résulte de la déposition du témoin B.) qu'il a informé en date du 22.08.1990 la requérante de l'intention de la direction de la société défenderesse de licencier S.) et du fait qu'elle serait convoquée à un entretien préalable de ce chef;

Qu'en informant sa subordonnée de ces faits, B.) , qui par ailleurs était nullement habilité à

procéder au licenciement de la salariée, n'a aucunement procédé au licenciement oral immédiat de la requérante;

Que la preuve du licenciement oral allégué n'est par ailleurs résultée d'aucune autre déposition, de sorte qu'il échet de dire que la requérante n'a pas établi avoir été licenciée oralement le 22.08.1990;

Quant au licenciement écrit du 27.08.1990

S.) s'est vue notifier son licenciement immédiat par lettre recommandée du 27.08.1990 de la teneur suivante:

"Mademoiselle S.) ,

Nous constatons avec regret que vous ne vous êtes pas présentée à l'entretien préalable du 24.08.1990 crt. et vous informons par la présente que nous avons décidé de modifier une clause essentielle de votre contrat de travail à durée indéterminée conclu le 01.01.1990, ceci pour les motifs suivants:

1) Le 27.08.90, votre mère nous a communiqué par téléphone une excuse conc. votre absence à partir du 27.07.90. Le 22 août 1990 à 9.00 hrs, nous avons appris par la CNAMO RUMELANGE qu'il n'existe aucune déclaration d'incapacité de travail à votre nom pour la période du 27.07.90 au 02.08.90 inclus. Par conséquent, nous considérons la période du 27.07.90 au 02.08.90 inclus (5 jours ouvrables successifs) comme absence sans autorisation et sans raison valable.

2) Le 22.08.90, vous avez quitté votre travail sans raison valable et sans y retourner à la suite.

3) Le 24.08.90, vous n'êtes pas venue à l'entretien préalable auquel vous aviez été invitée par lettre recommandée du 22.08.90.

Par suite de ce qui a été mentionné ci-dessus, nous vous informons par la présente de la résiliation avec effet immédiat de votre contrat de travail.

Veillez agréer, Mademoiselle S.) , nos salutations distinguées.

s. E.) , Chef du Serv. Personnel
Copie: Délégation ouvrière.";

Ce licenciement a été précédé d'un entretien préalable auquel la requérante n'a pas assisté, mais pour lequel elle avait été convoquée par lettre recommandée du 22 août 1990 de la teneur suivante:

"Mademoiselle S.) ,

Nous avons l'honneur de vous informer par la présente que nous avons décidé de procéder à une modification portant sur une clause essentielle de votre contrat de travail pour une raison qui vous sera communiquée lors d'un entretien préalable, tel qu'il est prévu par l'art. 19 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Cet entretien aura lieu le vendredi, 24.08.1990 à 09.00 hrs au bureau de Monsieur E.) , Chef du Service du Personnel, au 1er étage de la Manufacture de Tabacs & Cigarettes S.C.I.) à (...)

Lors de cet entretien, vous aurez le droit de vous faire assister par un salarié de votre choix appartenant au personnel de l'entreprise ou par un représentant d'une organisation syndicale représentative sur le plan national représentée au sein de notre délégation du personnel.

Veillez agréer, Mademoiselle, nos salutations distinguées.

Manufacture de Tabacs

S.C.I.)

E.)

Chef du Serv. Personnel

Copie: Délégation ouvrière (M. Y.)).";

La requérante se prévaut tout d'abord de l'irrégularité formelle du licenciement pour conclure à l'octroi d'une indemnité par application de l'article 29(3) de la loi du 24 mai 1989; Elle précise que la lettre de convocation à l'entretien préalable du 22.08.1990 n'indiquerait pas la finalité de cet entretien; que par ailleurs la lettre de licenciement ferait état d'un licenciement avec effet immédiat tout en citant les dispositions légales relatives au licenciement avec préavis;

Aux termes de l'article 19(4) de la loi "le licenciement notifiée sans observation de la procédure prévue au présent article est irrégulier pour vice de forme";

Il échet de constater que la société défenderesse a bel et bien convoqué S.) par lettre recommandée du 22.08.1990 à un entretien préalable qui aurait dû avoir lieu le 24.08.1990, si la requérante s'était présentée;

Par ailleurs l'article 29 alinéa 3 de la loi du 24 mai 1989 dispose ce qui suit: "la juridiction du travail, qui conclut à l'irrégularité formelle du licenciement en raison de la violation d'une formalité qu'elle juge substantielle, doit examiner le fond du litige et condamner l'employeur, si elle juge que le licenciement

n'est pas abusif quant au fond, à verser au salarié une indemnité qui ne peut être supérieure à un mois de salaire ou de traitement, l'indemnité visée à l'alinéa qui précède ne peut être accordée lorsque la juridiction du travail juge le licenciement abusif quant au fond";

Or s'il est bien établi que la lettre de convocation à l'entretien préalable doit en vertu de l'article 19(1) de la loi indiquer entre autres choses l'objet de la convocation, cette formalité ne constitue pas une condition essentielle de régularité du licenciement lui-même;

Il échet d'ailleurs de constater que l'employeur y indique bien un objet, notamment "une modification portant sur une clause essentielle du contrat de travail";

que l'employeur, profane par rapport à la terminologie exacte en matière de droit du travail, semble assimiler cette modification à un licenciement puisqu'il reprend la même terminologie dans la lettre de licenciement;

Enfin S.) n'a pu se méprendre sur la finalité de cette convocation, puisqu'il est résulté de la déposition du témoin B.) qu'il avait informé oralement la requérante en date du 22.08.1990 de l'intention de la direction de la licencié et de la convoquer à cette fin à l'entretien préalable;

Enfin la contradiction résultant de la lettre de licenciement entre le congédiement avec effet immédiat et l'indication du texte de loi relatif au congédiement avec préavis constitue une erreur purement matérielle et non la violation par l'employeur d'une formalité substantielle rendant le licenciement irrégulier, ce d'autant plus que l'employeur a pris soin de souligner d'un trait dans la lettre de licenciement son intention qui était bien de résilier le contrat avec effet effet immédiat;

Il suit de ces considérations que l'employeur a respecté les formalités substantielles de régularité requises par la loi en matière de licenciement, de sorte qu'il échet de déclarer la demande de S.) non fondée et de l'en débouter;

A u f o n d

S.) conteste ensuite la réalité des griefs lui reprochés par l'employeur dans la lettre de licenciement du 27.08.1990;

Or il est clairement résulté des dépositions des témoins entendus lors des enquêtes que la requérante qui s'est absentée de son lieu de travail du 27.07.1990 au 02.08.1990 inclus, soit 5 jours ouvrables successifs, n'a pas versé dans le délai légal prévu par l'article 35 de la

loi un certificat médical à son employeur justifiant son état de maladie;

Dès lors l'absence de la requérante du lieu de travail était injustifiée;

Qu'il est de jurisprudence constante qu'une absence injustifiée de cinq jours constitue une faute grave rendant immédiatement impossible la continuation des relations de travail; A cette absence injustifiée s'ajoute encore un abandon de poste par la requérante en date du 22.08.1990;

Il s'en dégage que le licenciement intervenu le 27.08.1990 ne constitue pas un acte économiquement et socialement anormal;

Dès lors les demandes en paiement de l'indemnité de préavis de deux mois et en paiement de dommages-intérêts pour le préjudice matériel et moral subi suite au licenciement doivent être déclarées non fondées et la requérante doit en être abjugée;

A l'audience du 06.12.1991 Me Paule MERSCH a déclaré renoncer à l'indemnité pour congé non pris; il échet de lui en donner acte;

S.) réclame enfin les arriérés de salaire pour les quatre journées travaillées le 16, 17, 20 21 août 1990, soit la somme de 8.325.- francs;

La société défenderesse résiste à cette demande précisant que la requérante qui, selon elle, aurait pris 5 1/2 jours de congé en trop, qui d'autre part se serait absentée du lieu de travail sans justificatifs pendant cinq jours ouvrables n'aurait pas droit au paiement de ces salaires; Me Vic KRECKE a cependant déclaré ne pas formuler de demande reconventionnelle pour les 5 1/2 jours de congé pris en trop par la requérante; il échet de lui en donner acte;

Attendu qu'il est acquis en cause que la requérante a travaillé le 16, 17, 20 et 21.08.1990;

que l'employeur n'a pas prouvé avoir versé à la requérante le salaire promérité ni par ailleurs établi s'être trouvé dans un des cas limitativement énumérés par l'article 5 de la loi du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes permettant d'effectuer une retenue sur salaire;

La société défenderesse, n'ayant pas formulé de demande reconventionnelle relative à sa prétendue créance de congé non pris, ne peut conclure actuellement à la

compensation judiciaire, de sorte qu'il échet de déclarer la demande de la requérante fondée;

S.) demande au tribunal d'ordonner l'exécution provisoire du jugement à intervenir en ce qui concerne les quatre jours travaillés; cette demande n'étant pas autrement motivée, il échet de l'en débouter;

P A R C E S M O T I F S :

Le tribunal du travail de et à Luxembourg (section: OUVRIERS), statuant contradictoirement et en premier ressort;

Revu le jugement avant dire droit rendu contradictoirement en cause par ce tribunal du travail (section: ouvriers) en date du 08 février 1991;

Vu le résultat de l'enquête du 15.05.1991, respectivement de la contre-enquête du 12 juin 1991 qui ont été ordonnées par le prédit jugement;

d i t que S.) n'a pas rapporté la preuve de son licenciement oral le 22.08.1990;

d i t que le licenciement écrit intervenu le 27.08.1990 est régulier en la forme;

partant d é b o u t e la requérante S.) de sa demande basée sur l'article 23(3) de la loi;

au fond d i t que le licenciement du 27.08.1990 ne revêt pas un caractère abusif;

Dès lors d é c l a r e les demandes de S.) en paiement de l'indemnité de préavis de deux mois et en paiement de dommages-intérêts pour le préjudice matériel et moral subi suite au licenciement non fondées

et en d é b o u t e la requérante;

d o n n e acte à S.) qu'elle renonce à réclamer l'indemnité pour congé non pris;

d é c l a r e la demande de S.) en paiement des salaires pour les 16, 17, 20 et 21 août 1990 fondée;

dès lors c o n d a m n e la société à responsabilité limitée (Scl.) , établie et ayant son siège à (...), à payer à S.) la somme de de 8.325.- francs (huit mille trois cent vingt-cinq) avec les intérêts légaux à partir du 03 octobre 1990, jour de la demande, jusqu'à solde;

d é b o u t e S.) de sa demande tendant à obtenir l'exécution provisoire du présent jugement en ce qui concerne ce montant;

d o n n e acte à Me Vic KRECKE qu'il a déclaré ne pas formuler de demande reconventionnelle pour les 5 1/2 jours de congé pris en trop par la requérante;

c o n d a m n e la requérante S,) à tous les frais et dépens de l'instance.

Ainsi fait et jugé par Ria LUTZ, juge de paix de et à Luxembourg, siégeant comme Présidente du tribunal du travail, et les assesseurs prédits et prononcé par la Présidente à ce déléguée, assistée de la greffière Michèle GIULIANI, en audience publique, date qu'en tête, au prétoire de la Justice de Paix à LUXEMBOURG, et qui ont signé le présent jugement.

s.Ria LUTZ

Michèle GIULIANI.